

Rubrique réalisée par Michèle Boin avec le soutien de l'Afrika Studiecentrum de Leiden

Review of African Political Economy
Vol. 25, n° 78, décembre 1998.

Comme l'indique l'éditorial d'Anita Franklin et Roy Love « Whose news ? Control of the media in Africa », cette livraison de la *ROAPE* traite de la manière dont les messages sont produits et contrôlés dans les journaux et à la télévision. Le premier des six articles, intitulé « The contradictions of broadcasting reform in post-apartheid South Africa » (Clive Barnett), montre les tensions créées en Afrique du Sud dans les années 90 par les essais de restructuration des médias. Ces tentatives visaient à faire de ces derniers un support de l'unification nationale et de la démocratisation, mais elles se heurtent désormais à l'obstacle du puissant lobby des affaires, désireux d'annexer le potentiel lucratif de l'audiovisuel.

Dans « Reform or re-colonisation ? The overhaul of african television », Chris A. Paterson retrace le processus d'« explosion » de la télévision en Afrique subsaharienne et souligne que la diffusion de l'information dépend toujours, pour une large part, d'agences occidentales comme Reuter et l'AFP. Dans une étude de cas sur la Sierra Leone (« Journalism and armed conflict in Africa : the civil war in Sierra Leone »), Amadu Wurie Khan s'appuie sur son expérience propre pour tester l'hypothèse que les médias, par leur partialité, ont eu d'un côté comme de l'autre une influence sur le déroulement des conflits. Guy Berger, dans « Media and democracy in southern Africa », pose la question du rôle des médias dans le processus démocratique et la met en parallèle avec le débat autour des médias et du développement. Il insiste aussi sur l'importance croissante d'Internet dans la défense de la liberté d'expression. Analyse empirique et interprétative, « Rwanda and the media : imagery, war and refuge » de Niranjana S. Karnik examine de façon critique la couverture photographique, par le *New York Times*, du Rwanda depuis 1989 jusqu'aux événements

de 1994. Enfin, Ernest Harsch, dans « Burkina Faso in the winds of liberalisation », montre l'importance d'une presse indépendante qui permette de comprendre les réalités dans la pratique de l'expérience de l'ajustement.

Journal of Southern African Studies
« Masculinities in southern Africa »,
Vol. 24, n° 4, décembre 1998.

Autre numéro spécial récemment paru, celui du *Journal of Southern African Studies* qui traite des problèmes de « genre », de race et de classe, de la formation de l'identité masculine sous l'influence du colonialisme et des rapports entre masculinité et violence en Afrique du Sud dans une perspective socio-historique (Colloque tenu à l'université du Natal, Durban, juillet 1997). Les études de cas, très riches, portent essentiellement sur la recomposition des identités masculines en Afrique australe (Zimbabwe, Afrique du Sud, Ciskei/Transkei, KwaZulu-Natal, Le Cap, Soweto).

African Studies
Vol. 57, n° 2, décembre 1998.

Dans cette livraison d'*African Studies*, signalons trois articles sur la commission Vérité et réconciliation d'Afrique du Sud : « Public ritual and private transition : the truth commission in Alexandra township, South Africa 1996 » (Belinda Bozzoli) ; « The Truth and Reconciliation Commission, the south african judiciary, and constitutionalism » (Jonathan Klaaren) ; « Slouching towards Bethlehem : Ubu and the Truth Commission » (Lesley Marx).



Commonwealth and Comparative Politics

Vol. 36, n° 2, juillet 1998.

Cette livraison de *Commonwealth and Comparative Politics* est consacrée au thème « Civil society and democracy in Africa : critical perspectives », avec six contributions portant notamment sur l'Ouganda. Dans son introduction, intitulée « The conventional notion of civil society : a critique », Nelson Kasfir remet en question les conceptions communément admises de la « société civile ». Il réexamine les rapports réels de cette dernière avec la société en général et avec l'État, ainsi que les capacités réelles de ses acteurs d'affermir la démocratie. Irving Leonard Markovitz, dans « Uncivil society, capitalism and the state in Africa », souligne lui aussi qu'en Afrique comme ailleurs l'État et la société n'ont pas d'existence séparée, non plus qu'ils ne se trouvent en équilibre instable, mais sont plutôt entrelacés d'une manière complexe. L'article, théorique, examine les connections entre l'État et la société civile et montre comment des éléments de celle-ci non seulement sont affectés par l'État, mais y ont leur siège. Markovitz récuse ainsi les analyses de Naomi Chazan et de Jean-François Bayart. L'étude de cas de Ronald Kassimir « The social power of religious organisation and civil society : the catholic church in Uganda » pose la question de savoir quel type de pouvoir possèdent les organisations qui appartiennent à la société civile. Un élément-clé de la réponse se trouve dans la dynamique interne organisationnelle, un des facteurs permettant d'aboutir à des changements politiques. Pourquoi en 1989, sous le régime de suppression des partis du National Resistance Mouvement, l'Église catholique d'Ouganda, optant pour la neutralité, n'a-t-elle pas continué à jouer son rôle conventionnel dans la lutte pour la démocratie et le multipartisme ? Parce qu'elle n'est pas parvenue à maintenir un support inconditionnel de la part de ses membres qui lui aurait permis de les mobiliser vers des buts civiques. Dans son article « Expanding "Civil Society" : women and

political space in contemporary Uganda », Aili Mari Tripp explique que le concept de société civile gagnerait à être étendu. Ce concept, emprunté à la théorie libérale occidentale, est employé dans la description de certains aspects de la vie associative africaine qui font appel à la distinction public-privé fondée sur le « genre » ou les distinctions sexuelles. Or, les contraintes auxquelles sont soumises les femmes dans la sphère privée affectent leur participation dans la sphère publique. Tripp présente des exemples tirés de la lutte d'organisations féminines en Ouganda pour montrer que les définitions de la « société civile » sont inadéquates d'au moins trois points de vue. Si une classe moyenne est essentielle dans la confrontation avec un gouvernement autoritaire, le secteur commercial en Afrique peut-il avoir un rôle économique et politique de pointe dans la société civile ? Comme le montre Roger Tangri dans sa contribution « Politics, capital and the state in sub-saharan Africa », le secteur privé n'est pas en mesure de le faire. Il en est empêché par sa position de faiblesse par rapport à l'État, qui peut le contraindre et le sanctionner. L'absence d'une classe autonome de capital privé, à laquelle s'ajoute le contrôle exercé par le gouvernement sur les associations commerciales, a diminué les possibilités pour les entrepreneurs locaux de monter aux premières lignes de l'activisme économique et politique.

La dernière contribution, « Civil society, the state and democracy in Africa », est due à Nelson Kasfir qui estime que l'importance attribuée aux nouvelles organisations de la société civile pour le maintien de la démocratie en Afrique est exagérée. On idéalise des pratiques occidentales et l'on passe sur des problèmes tels que l'inégalité d'accès aux ressources, les difficultés de l'action collective et le manque de finances locales. Paradoxalement, la création de nouvelles organisations de la société civile suffisamment puissantes pour obliger l'État à des réformes démocratiques pourrait aussi affaiblir gravement ce dernier.



Africa (London)

« The politics of primary patriotism »,
Vol. 68, n° 3, 1998.

Africa propose une autre lecture de la société civile, en soulignant les dynamiques de l'autochtonie et du patriotisme primaire qui la traversent. Peter Geschiere et Joseph Gugler (*guest editors*) posent que, dans l'Afrique postcoloniale, chacun, qu'il soit citadin ou rural, fait partie dans une certaine mesure de la « société civile » mais aussi, simultanément, de la communauté définie par la coutume, et que les deux domaines ne sont pas séparés : on est à la fois « citoyen » et « sujet », concluent-ils dans leur introduction.

Dans de nombreuses régions d'Afrique, la démocratisation semble susciter une obsession pour l'« autochtonie », l'origine et l'appartenance. Maintenant que les élections retrouvent leur signification véritable, la crainte d'être évincé par des « allochtones » réveille une préoccupation des racines et des origines. Le rôle croissant des associations de membres d'« élites » comme substitut du pluralisme politique donne aux rapports avec les régions rurales une importance vitale aux yeux des hommes politiques urbains. Le village natal, et plus généralement la région d'origine, revêt ainsi une importance nouvelle en tant que base politique nationale. Dans « Elite associations and the politics of belonging in Cameroon », Francis Nyamnjoh et Michael Rowlands montrent que depuis les années 90, les partis politiques ont été remplacés par des associations ethniciées de membres de l'élite qui deviennent une véritable force motrice dans la politique locale. Paradoxalement, l'alignement des hommes politiques ambitieux derrière les autorités coutumières du village a moins pour conséquence de promouvoir la démocratisation rurale que de subvertir la société civile urbaine en des formes familières de patrimonialisme défini ethniquement. L'article de Dickson Eyoh, « Through the prism of a local tragedy : political liberalisation, regionalism and the elite struggles for power in Cameroon »,

illustre comment les élites font appel aux idiomes communautaires (régionaux, religieux et ethniques), réinventent leurs traditions pour mobiliser des soutiens politiques et réaffirmer le contrôle des populations locales. Dans « Home-town linkages and local development in south-western Nigeria : whose agenda ? What impact ? », Lillian Trager examine les rapports ruraux-urbains et les liens maintenus par les migrants avec leur ville natale dans une partie de la région yoruba. L'article « Power and the quest for recognition : neo-traditional titles among the new elite in Nso', Cameroon », de Cyprian Fisiy et Mitzi Goheen, s'interroge sur la nature des liens entre l'élite urbaine et les institutions locales dans la région de Nso' (nord-ouest du Cameroun). Les institutions indigènes constituent un cadre de référence en matière de renforcement du sentiment d'identité et de sécurité lorsque les institutions étatiques semblent avoir perdu leur raison d'être. La notion de village natal est devenue un facteur déterminant du lien ville-campagne qui permet à l'élite d'acquérir des ressources extérieures qu'elle investit ensuite dans la production du capital social et symbolique. La matérialisation de ce capital se manifeste par l'acquisition de titres néo-traditionnels. Certaines autorités traditionnelles ont commencé à « marchandiser » ce qui se gagnait autrefois par le mérite et les services rendus à un groupe. Dans le dernier article, « Islam, gender and urbanisation among the Mafa of North Cameroon : the differing commitment to "home" among Muslims and non-Muslims », José C. M. van Santen montre que, dans la ville de Mokolo (pays Mafa), l'urbanisation est souvent allée de pair avec l'islamisation. C'est pourquoi elle s'est accompagnée d'un changement identitaire marqué au sein des convertis Mafa, et de conséquences radicales quant aux rapports qu'ils entretenaient avec leur région d'origine dans les montagnes. Mokolo a actuellement une identité commune « Mafa » qui devient plus forte que l'identité islamique.